



# Bulletin de conjoncture

Réalisé conjointement avec le PROMISAM – MSU - USAID  
*Bulletin d'analyse prospective du marché agricole*  
Décembre 2012

## Persistence des restrictions aux exportations malgré une bonne production

### I. Contexte

Malgré une campagne agricole jugée très bonne et des nouvelles récoltes qui sont de plus en plus disponibles sur les marchés, les niveaux des prix des céréales peinent à baisser sur les marchés intérieurs. Au niveau de la sous-région ouest africaine, c'est le même constat en ce qui concerne l'état de la campagne agricole 2012/13 et tout comme au niveau des marchés intérieurs, le nivellement des prix vers le haut dans tout l'espace est en passe d'annihiler les espoirs suscités par la bonne campagne 2012/13.

Que devons nous comprendre de l'évolution actuelle des marchés avec des prix qui bien qu'ayant baissé par rapport à leurs niveaux de la soudure, restent encore assez élevés par rapport à l'espoir suscité par la bonne campagne agricole 2012/13.? Pour mieux comprendre le phénomène, l'OMA et le PROMISAM décident, cette année, d'être plus près des réalités sur le terrain avec une périodicité plus rapprochée des missions conjointes en vue de mieux orienter les acteurs.

Ce numéro va ainsi analyser l'évolution des marchés des céréales sèches et du riz dans une première partie. Dans une seconde partie, il va examiner la dynamique des échanges de céréales entre le Mali et ses voisins pour mieux comprendre l'évolution actuelle des marchés. Et dans une troisième partie, des conclusions et recommandations seront tirées pour mieux orienter les acteurs, notamment les

décideurs institutionnels pour une meilleure gestion de la campagne de commercialisation en cours.

### II - Evolution actuelle des marchés

L'évolution des marchés est marquée par la persistance de la crise sécuritaire qui perturbe les flux traditionnels entre le Mali et certains de ses voisins, notamment la Mauritanie et le Niger. Cette partie traite de l'évolution actuelle des prix des céréales sèches et du riz tant au niveau des marchés de production que ceux de consommation. Elle s'efforcera d'analyser cette évolution au plan national et sous régional en vue de mieux saisir la dynamique des échanges entre le Mali et ses voisins.

#### 2.1 Evolution des prix des céréales sèches

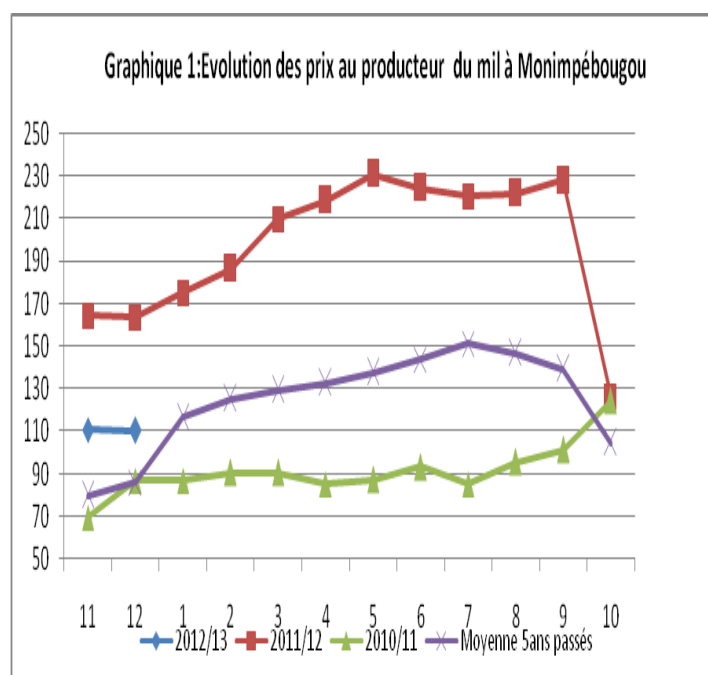
L'analyse des prix des céréales sèches porte sur le mil et le maïs. Au niveau producteur cette analyse est faite sur le marché de Monimpébougou pour le mil et sur celui de M'Pèssoba pour le maïs. Le choix de ces deux marchés se justifie par leur localisation dans de grands bassins de production de mil pour Monimpébougou et de maïs pour M'Pèssoba. En d'autre terme ces bassins de production sont assez représentatifs dans la production de ces céréales à l'échelle du pays.

L'examen des graphiques 1 et 2 montre qu'au niveau des marchés de production de Monimpébougou et

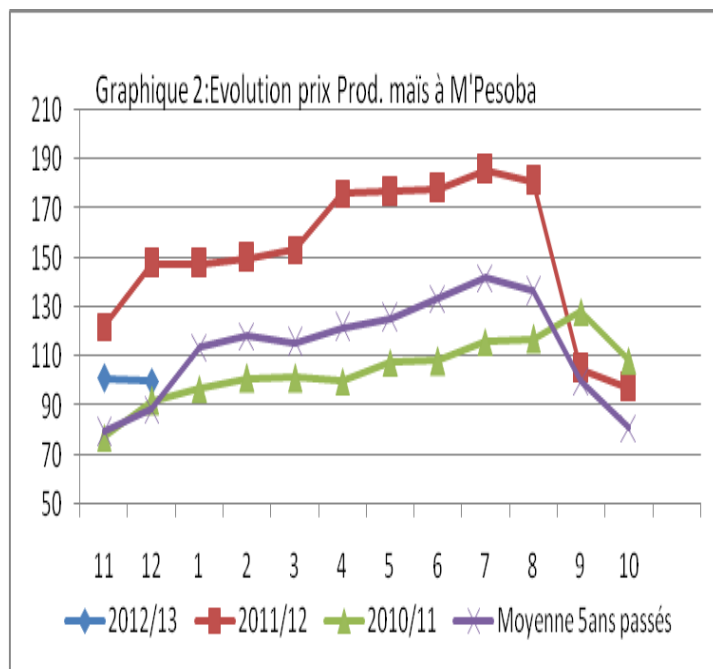
M'Pèssoba, les prix observés pendant la campagne de commercialisation 2011/12 sont de loin supérieurs à ceux de la campagne 2010/11 et la moyenne des 5 dernières campagnes. Les prix de la campagne en cours (2012/13) restent cependant inférieurs à ceux de la campagne 2011/12 malgré leur niveau relativement élevé.

On relèvera par ailleurs, que les prix au producteur ont fortement baissé entre Août et Septembre 2012 pour le maïs et entre Septembre et Octobre 2012 pour le mil. Ces baisses sont de 46% pour le maïs et 44% pour le mil. Par contre les baisses des prix à la consommation à Bamako n'ont été que de 9% pour le maïs et 12% pour le mil. Ainsi, la part du producteur dans le prix final payé par le consommateur à Bamako est passée de 73% en Août 2012 pour le maïs à 40-42% entre Septembre et Octobre 2012 pour remonter à 51% entre Novembre et Décembre 2012.

S'agissant du mil, la part du prix au consommateur reçue par le producteur de Monimpébougou est passé de 71% en Septembre 2012 à 39-37% entre Octobre et Novembre 2012 pour se hisser à 42% du prix à la consommation final pratiqué à Bamako en Décembre 2012, dénotant ainsi la très forte instabilité des prix au niveau du producteur.

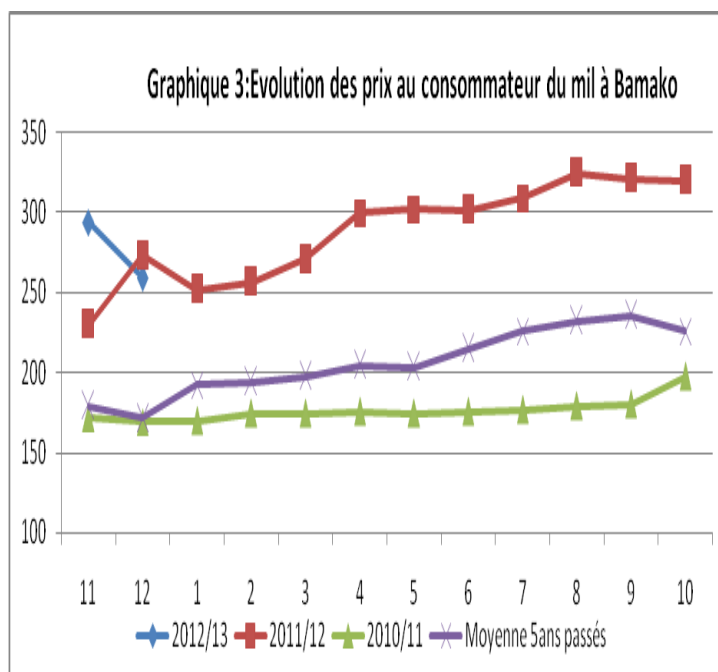


Source : Données de prix OMA



Source : Données de prix OMA

On notera par ailleurs qu'en valeur absolue (Cf. Tableau ci dessous), les écarts de prix entre M'Pèssoba et Bamako qui étaient de 68 FCFA/kg en Août 2012 sont passés à 146 FCFA en Septembre, 131 FCFA en Octobre et 94 FCFA/kg en Novembre et Décembre 2012.



Source : Données de prix OMA

Une analyse des marges brutes indique que celles-ci qui étaient de 27% du prix à la consommation du maïs pratiqué à Bamako en Août 2012 sont passées respectivement à 58, et 57% en Septembre et

Octobre 2012 avant de retomber à 48% en Novembre et Décembre 2012. Quant au mil, ces marges sont passées de 31% en Août puis 29% en Septembre pour ensuite passées à 68 et 63%, respectivement en Octobre et Novembre 2012 avant de retomber à 56% en Décembre 2012.

A partir du tableau 1 et de l'analyse ci-dessus, deux constats s'imposent ; i) les baisses de prix au niveau producteur ont été brutales entre août et septembre 2012 pour le maïs et Septembre et Octobre 2012 pour le mil. Depuis ces périodes de fortes baisses de prix, celles-ci sont devenues plus modérées dans le temps ii) les baisses n'ont pas été répercutées au niveau consommateur comme on l'avait espéré. En effet, en valeur absolue, on relève au niveau producteur une baisse de 118 FCFA le kilo de mil entre Août et Décembre 2012, tandis qu'au niveau du consommateur de Bamako la baisse a été de 70 FCFA par kilo, soit 48 FCFA de moins pour la même période. Parallèlement, le maïs a affiché une baisse de 81 FCFA le kilo à M'Péssoba entre Août et Décembre 2012 tandis qu'à Bamako la baisse affichée est de 55 FCFA le kilo, soit 26 FCFA/kg de moins pour la même période. Les commerçants de Sikasso affirment qu'il est improbable que les prix s'effondrent cette année car ils sont actuellement nivelés autour de 11.500 à 12.000 FCFA le sac de 100 kilos de maïs dans les pays voisins.

D'autres pensent qu'en raison des demandes actuelles pour le stockage, il est peu probable que les prix puissent baisser au cours de cette période des récoltes. Il faut s'attendre plutôt à ce que les prix baissent pendant la période de soudure prochaine quand les stocks accumulés seront déversés sur le marché.

**Tableau :** Ecart de Prix entre quelques Marchés de Production et le Marché de Consommation de Bamako (FCFA/KG).

Mois	Prix Producteur		Consommation Bamako		Ecart Bamako	
	Mil à Monipé	Maïs à M'Péso	Mil	Maïs	Mil	Maïs
Août 12	222	181	324	249	102	68
Sept 12	228	105	321	251	93	146
Oct 12	126	97	320	228	194	131
Nov 12	110	101	294	195	184	94
Déc 12	110	100	254	194	149	94

Source : Données OMA

Cependant, comme le relèvent d'autres commerçants, les politiques de stockage institutionnel au Mali et dans les pays voisins (Burkina Faso et Niger) commandent à ces Etats de faire des achats locaux. Ces achats peuvent se faire tant au niveau national qu'au niveau des autres pays de la sous-région. Dans tous les cas, les commerçants grossistes dans ces différents pays en ont conscience et se positionnent en conséquence à travers des achats et des stockages.

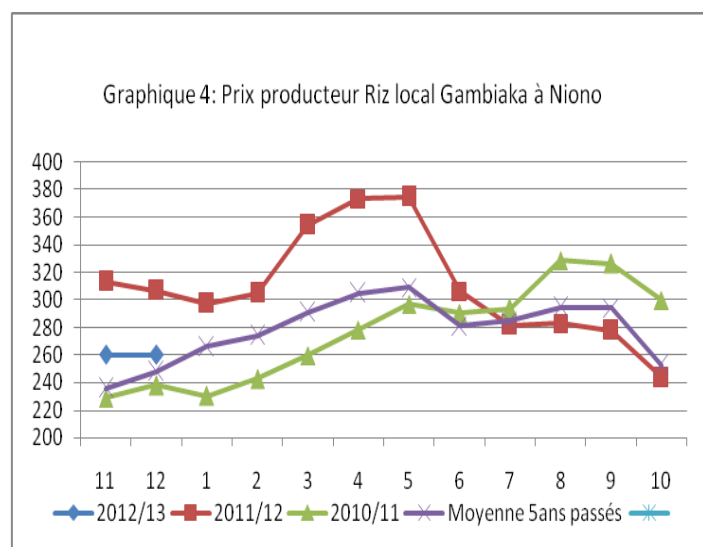
Toutes ces interventions devront contribuer au nivellement vers le haut des prix dans la sous région et singulièrement au Mali qui constitue l'un des principaux pourvoyeurs de céréales pour la constitution de ces stocks. Aussi longtemps que ces achats vont durer, il serait improbable que des baisses plus importantes de prix interviennent, même

si les récoltes se poursuivent, notamment pour le mil et le sorgho.

A tous ces constats, il faut ajouter qu'en plus d'une hausse de production céréalière de 20% enregistrée à la clôture de la campagne agricole 2012/13 à Tombouctou selon le rapport Spécial Nord du Mali du 17 Décembre 2012 de Fews/Net, l'intensification des échanges entre les marchés céréaliers du Sud et du Nord se poursuit avec les pinasses sur le fleuve qui continuent de répondre de façon satisfaisante aux demandes des populations résidentes dans le Nord du pays. Le rapport signale par ailleurs que les baisses de prix sont d'environ 20 pourcent entre Octobre et Novembre 2012 sur les marchés de Tombouctou, Gao et Douentza et s'expliquent par l'arrivée de la production locale et par la baisse saisonnière de la demande sur les marchés dans ces zones en cette période de l'année.

## 2.2 Evolution des prix du Riz

On s'intéresse plus spécifiquement au riz local Gambiaka dans cette analyse. La raison de ce choix est que ce riz local est beaucoup plus apprécié que le riz importé. Une autre raison de ce choix est qu'à travers cette analyse l'on pourrait éventuellement apprécier les effets de la mise en œuvre de certaines mesures, notamment la détaxe des importations de riz sur l'évolution des prix du riz local etc.

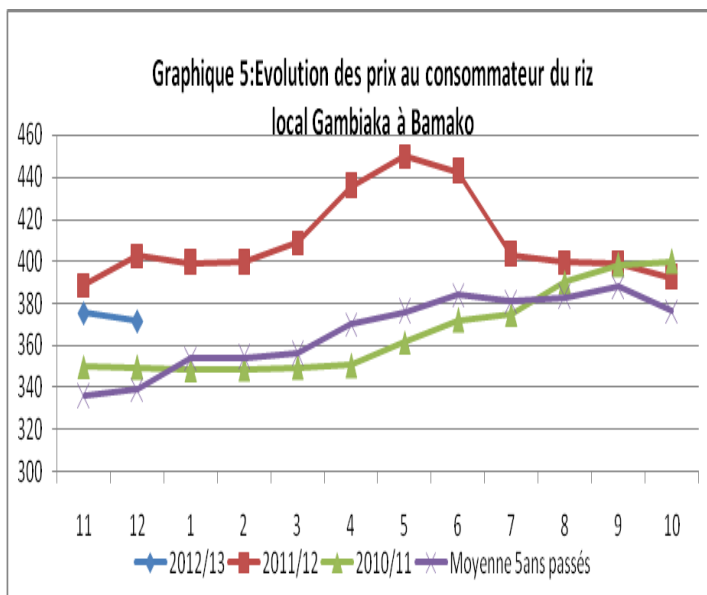


Source : Données de Prix OMA

L'examen du graphique 4 frappe l'observateur à deux points de vue. D'abord, les prix du riz à la production ont pulvérisé tous les records au cours de la campagne 2011/12 en termes de hausse et ensuite la chute brutale de ces prix à une période où il fallait plutôt s'attendre à la poursuite des hausses à cause de la soudure qui s'annonçait. C'est là l'intérêt du choix de cette analyse puisqu'elle met en évidence les effets des mesures de détaxation des importations de riz. En effet, on se rappelle que ces mesures ont été prises d'une part pour accroître l'offre de riz dans le cadre de l'accompagnement du plan d'urgence du Gouvernement face à la crise alimentaire et d'autre part pour une meilleure gestion de la soudure et du mois de carême. Ainsi, comme on peut le constater, les commerçants n'étaient plus enclin de payer plus cher le riz local étant donné qu'ils disposaient de riz importé détaxé, donc relativement moins cher. Ainsi, les prix du riz local Gambiaka sont passés de 375 FCFA le kilo en Mai 2012 à 306 FCFA le kilo le mois suivant sur le marché de Niono, soit 18% de baisse en un mois et ces baisses se sont poursuivies au-delà de Juillet 2012. Il faut rappeler qu'au cours de la même période, les cours du riz Thaïlandais 25% s'affichaient à son plus haut niveau de l'année à 580 dollars US la tonne (Source FAO Rice Price Update, November 12).

A la consommation, on peut observer les mêmes tendances (Cf. Graphique 5) sur les marchés des grands centres de consommation, notamment à Bamako.

La campagne de commercialisation du riz en cours a été fortement marquée par les effets des mesures de détaxe du riz importé et de la bonne tenue de la présente campagne agricole. C'est ainsi que les prix ont pris le départ à un palier nettement plus bas (260 FCFA le kilo en Novembre 2012, contre 313 FCFA le kilo à la même période de la campagne 2011/12).



Source : Données OMA

### III Dynamique des échanges entre le Mali et ses voisins

Comme décrit dans le bulletin précédent, le Mali a exporté très peu de céréales au cours de la campagne 2011/12. Cette tendance risque d'être maintenue malgré de très bonnes performances de productions céréalières annoncées par les autorités chargées de cette question. En effet, selon des opérateurs exportateurs de céréales, notamment ceux de la région de Sikasso, principale zone pourvoyeuse de maïs à l'exportation, les coûts de transferts de céréales de cette région au Sénégal (principal pays destinataire de ce maïs), sont d'environ 34,2 FCFA par kilo. Dans une année de forte production comme c'est le cas, ces coûts pourraient s'avérer très contre performants pour le maïs de provenance malienne, en raison des opportunités que la Côte d'Ivoire ou d'autres pays de la sous région pourraient offrir cette année, dans la perspective du maintien par le Mali des restrictions à l'exportation.

Cette politique de restriction qui, même en mauvaises campagnes peut s'avérer contre productive, le devient davantage en année de bonne production comme cette année. En effet, il est désormais établi que les producteurs font des plans de campagne pour le marché, notamment par

rapport aux cultures céréalières. Le maïs est la spéculation la plus orientée sur le marché et de ce fait bénéficie de plus de ressources pour sa production, parce que les producteurs attendent des revenus substantiels de la vente de ces produits. Les produits sont davantage valorisés lorsqu'ils sont écoulés sur les marchés extérieurs des pays voisins qui seuls peuvent assurer un meilleur placement à l'excédent de production qui dépasse, généralement, les besoins de consommation nationale (transformation, humaine et animale).

Malheureusement, le maintien des restrictions aux exportations fait perdre des parts de marché sous régional pour les producteurs maliens dans un contexte de bonne production dans l'ensemble de l'espace régional. En effet, selon les informations reçues des autres pays, la sous-région est créditée d'une bonne production. Les échanges entre notre pays et ces voisins vont ainsi se jouer sur la base des facilités d'exporter qu'offrent les pays disposant de surplus à écouler. Il faut noter que la Côte d'Ivoire est l'un des rares pays à ne pas interdire les exportations quel que soit le niveau de sa production agricole et elle est en passe de devenir par conséquent le principal fournisseur des importateurs sénégalais et nigériens au détriment du Mali qui dispose cependant d'un avantage sur les coûts de transport.

Il ressort également que le Niger a exprimé un besoin d'achat de céréales pour son stock national à l'occasion de la Bourse Internationale d'Afrique Verte qui vient de se tenir au Burkina. Ces achats, selon les informations reçues, ont été portés à 40.000 Tonnes, au lieu de 15.000-20.000 Tonnes les années précédentes, compte tenu des besoins d'assistance aux réfugiés maliens dans ce pays. Comme pour dire que la crise sécuritaire et sociopolitique que traverse notre pays rentre dans les éléments explicatifs du nivellement des prix vers le haut que nous constatons dans la sous région, malgré une campagne de production 2012/13 jugée bonne.

Des opérateurs économiques maliens ayant participé à la bourse internationale d'Afrique Verte au Burkina ont pu obtenir des contrats de fournitures de plusieurs milliers de tonnes de céréales sèches, dans le cadre de ces achats du Niger. L'Etat doit faciliter l'exécution de ces contrats et permettre ainsi aux commerçants maliens d'éviter les tracasseries aux frontières. Le gouvernement devra rester, cependant très vigilant quant aux exportations de céréales en direction de certains pays limitrophes afin d'éviter que les rebelles ne s'approvisionnent à partir du marché national.

#### **IV – Conclusions et Recommandations**

De l'analyse qui précède on retiendra que les baisses de prix des céréales attendues en raison de la bonne production agricole au titre de la campagne 2012/13 ne se sont pas produites. Ceci ne met pas en cause la bonne campagne agricole 2012/13 annoncée par les producteurs et confirmée par les résultats provisoires de production annoncés par le gouvernement. Cette situation rend compte de l'ampleur de la crise de la campagne précédente et des besoins de reconstitution des stocks que cela crée au niveau surtout des agences humanitaires, en prévision des besoins d'appui aux populations affectées par la crise socio politique que connaît le Mali. Aussi, on devra retenir que les statistiques sur les productions dans les pays du CILSS doivent être améliorées dans la mesure où les réalités de terrains, en termes d'évolution des prix et ou de reconstitution de stocks contredisent très souvent les chiffres de production communiqués par ceux-ci. On retiendra également le besoin pour l'OMA d'étudier davantage la structure des prix des céréales pour mieux comprendre la répartition actuelle des marges brutes entre les différents maillons de la chaîne de commercialisation, eu égard à la faible transmission des baisses souvent importantes de prix qui ne se reflètent pas au niveau des prix au détail, notamment en ce qui concerne les céréales sèches.

En termes de tendance, il est difficile de tirer une conclusion pour les deux mois à venir qui vont être particulièrement animés d'une part par les achats en vue de la reconstitution des stocks, et d'autre part, par la poursuite des battages du mil dans les grandes zones de production.

En termes de recommandations, le Mali doit :

- Œuvrer au développement des échanges au niveau de la sous région qui constitue un instrument important de la sécurité alimentaire pour le pays et qui garantit des prix plus rémunérateurs pour les producteurs dans la vente de leurs surplus de production ;
- Améliorer la fiabilité des statistiques de production et des stocks (y compris au niveau des producteurs ou des OP) afin d'améliorer la qualité des décisions des acteurs du marché céréalier et la gestion de la sécurité alimentaire ;
- Prendre les dispositions pour permettre à l'OPAM d'acheter en ce moment où les céréales sont disponibles et où il y a de plus en plus de compétitions entre les acteurs internes et étrangers.